

De la contestation étudiante à la gestion majoritaire des villes : l'accès au pouvoir et les transformations des élites politiques de gauche dans les quatre plus grandes villes suisses (1980-2020)*

Baptiste Antoniazza
Institut d'études politiques, Université de Lausanne

Annual Congress of the Swiss Political Science Association
03-04.02.2022

Abstract

Depuis le début des années 1990, les plus grandes villes suisses sont dirigées de manière continue par des coalitions de gauche. Alors que l'UDC, par la voix de son président, Marco Chiesa, s'est lancée dans une série d'attaques contre ce que ce dernier nomme la « gauche caviar et les moralisateurs verts des villes », peut-on effectivement y observer l'accès au pouvoir d'une nouvelle élite de gauche ? Cet article a pour but de documenter le contexte de l'accession à la tête des quatre plus grandes villes suisses (Bâle, Genève, Lausanne et Zurich) d'une « nouvelle gauche urbaine » qui trouve ses racines dans les nouveaux mouvements sociaux des années 1960, 1970 et 1980, menés par la jeunesse étudiante. Il revient aussi sur la spécificité de celles et ceux qui la constituent. Pour ce faire, nous analysons le changement de profil (formation et profession) des élus locaux de gauche à trois dates-clés (1980, 2000 et 2020). Deuxièmement, nous revenons plus précisément sur les objectifs et politiques promus par la nouvelle gauche urbaine lorsqu'elle accède au pouvoir et qui la différencie des précédentes majorités politiques conservatrices. Nous le faisons à travers l'observation des thématiques mises en avant par le Parti socialiste durant deux campagnes électorales dans la ville de Lausanne en 1981 et en 1989. Nous espérons ainsi contribuer à une meilleure compréhension des élites politiques de gauche qui dirigent sans discontinuer et de manière quasi-hégémonique les grandes villes suisses depuis le début des années 1990.

* Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet « Local Power Structures and Transnational Connections. New Perspectives on Elites in Switzerland, 1890-2020 » financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (contrat n° : CRSII5_183534), voir site internet du projet (<https://wp.unil.ch/sinergia-elites/>, consulté le 24.01.2022).

Introduction et questions de recherche¹

Le 1^{er} août 2021, par la voix de son président, Marco Chiesa, qui s'exprimait dans le cadre d'un discours très médiatisé lors de la fête nationale, l'Union démocratique du centre (UDC), premier parti de Suisse au sein de l'Assemblée fédérale et de tendance national-populiste, s'est attaquée de manière frontale à ce que son président nomme la « gauche caviar et les moralisateurs verts des villes » :

« Nous déclarons la guerre à cette gauche moralisante et condescendante. Les villes qui mènent des politiques nuisibles pour notre pays et notre prospérité doivent être privées d'argent. [...] Je dois le dire très clairement : la politique des villes de gauche est la politique des parasites. Ils sont les champions du monde pour accaparer et dépenser l'argent que d'autres ont gagné (Chiesa 2021) ».

A l'instar de l'Union européenne ou de l'immigration, les coalitions de gauche à la tête des grandes villes suisses sont ainsi devenues le nouvel épouvantail agité par l'UDC : leur gestion des communes urbaines considérée comme dispendieuse, clientéliste et déconnectée de leur origine ouvrière, serait néfaste aux habitants des régions rurales. Cette attaque n'est pas surprenante dans la mesure où depuis les années 1990, la gauche administre de manière durable les plus grandes villes suisses à travers des coalitions regroupant le Parti socialiste, Les Verts et des partis de la gauche radicale, alors que les partis national-populiste tels que l'UDC en sont largement exclus.

Cette prise de pouvoir fait suite à une longue période débutant après la Deuxième Guerre mondiale où celles-ci ont été dirigées exclusivement par des coalitions de droite avec une participation minoritaire de la gauche aux exécutifs. Le renversement se fait tout d'abord en Suisse romande à Lausanne en 1989, puis à Genève en 1990. La Suisse allemande suit en 1994 avec Zurich, puis en 1996 à Bâle. Cette gestion durable et quasi-hégémonique des villes suisses par des coalitions de gauche depuis les années 1990 est intéressante à analyser pour deux raisons. Alors qu'à l'échelle nationale, dans la plupart des pays européens, la social-démocratie est à la peine depuis le début des années 2000, atteignant son plus bas taux de soutien depuis la fin de la Première Guerre mondiale (Benedetto et al. 2020: 931), les coalitions de gauche à la tête des plus grandes villes suisses se suivent sans discontinuer depuis le milieu des années 1990, constituant ainsi un phénomène singulier qu'il convient d'étudier et de mieux comprendre. Par ailleurs, alors qu'au niveau fédéral la Suisse a toujours été dominée par des coalitions de droite, que cela soit au Conseil fédéral ou dans les chambres fédérales, les grandes villes suisses constituent un lieu privilégié pour appréhender l'action des partis de gauche lorsqu'ils sont au pouvoir. En effet, en comparaison européenne, le système fédéral helvétique permet une large autonomie des cantons et des communes dans le processus de décision et la mise en œuvre des politiques publiques (Ladner et al. 2019). Par ailleurs, les villes suisses, organisées à travers l'association de l'Union des villes suisses (USV), ont vu leur importance accrue depuis la fin du XX^e siècle dans le processus de prise de décision (Walter 2018).

¹ L'auteur tient à remercier André Mach et Michael Strebler pour leur suivi et leurs conseils avisés.

Cet article a donc pour but de documenter le contexte de l'accèsion des partis de gauche à la tête des quatre plus grandes villes suisses (Bâle, Genève, Lausanne et Zurich) et de revenir sur la spécificité de ceux qui constituent une « nouvelle gauche urbaine ». Le profil socio-professionnel et les thématiques portées par les élus des partis de gauche des quatre plus grandes villes suisses connaît-il une transformation depuis les années 1980 dans la continuité des mobilisations contestataires étudiantes des années 1960, 1970 et 1980 ? Pour étudier cette question, cet article est divisé en trois parties. Dans un premier temps, nous revenons sur la situation de la gauche dans les villes suisses durant la deuxième moitié du XX^e siècle et nous retraçons l'influence des « nouveaux mouvements sociaux » sur son évolution. Par la suite, par le biais d'une biographie collective des élus des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich séparés en trois cohortes (1980, 2000 et 2020), nous documentons les évolutions de ce groupe social selon deux dimensions (le niveau de formation et la profession exercée) ainsi que par une comparaison entre les élus des exécutifs et ceux des législatifs. Enfin, nous nous interrogeons sur la manière dont les profils des élus de la nouvelle gauche urbaine ont un impact sur les politiques promues dans les villes. Pour ce faire, nous revenons sur les thématiques mises en avant par le Parti socialiste durant deux campagnes électorales dans la ville de Lausanne, l'une en 1981 et l'autre en 1989, la deuxième correspondant au moment où, pour la première fois, une coalition de la nouvelle gauche urbaine menée par les socialistes parvient au pouvoir dans l'une des plus grandes villes suisses. Représentent-ils effectivement une nouvelle élite politique de gauche ?

Une gauche urbaine en mutation : transformations au sein des villes et essor des nouveaux mouvements sociaux

La gauche a déjà connu une période de domination des villes suisses durant les années 1930, notamment à Bâle, Lausanne et Zurich, à l'instar de plusieurs villes européennes, participant à ce qu'on a appelé le « socialisme municipal », lequel a donné lieu à plusieurs débats intellectuels au sein de la gauche en Europe sur la gestion des villes et plus particulièrement sur le développement des services publics (voir Dogliani 2002). Toutefois, l'électorat qui a mené au pouvoir les socialistes alliés aux communistes dans les villes durant la première moitié du XX^e siècle, n'est pas le même que durant les années 1990. En effet, on retrouve parmi les élus des parlements urbains une majorité d'ouvriers dont les grandes villes en abritent une forte proportion entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles ; les élus de gauche sont principalement des salariés du secteur public ou du secteur privé exerçant une profession manuelle (Pilotti et al. 2020, Antoniazza et al. 2021). Or, durant la deuxième moitié du XX^e siècle, la part d'ouvriers au sein de la population active décline progressivement alors que la structure de l'emploi connaît un fort processus de tertiarisation (Oesch 2006: 29-32). On s'attend dès lors à ce que leur présence diminue fortement au sein des nouvelles majorités. En outre, au début des années 1970, Borraz (1992: 29-31) qui étudie le cas de la ville de Lausanne, indique une autre transformation au sein de la population urbaine : alors que les personnes aisées migrent dans les banlieues résidentielles aux taux d'imposition plus bas et aux infrastructures plus développées, des familles aux revenus plus modestes en provenance de la campagne, généralement des employés, s'établissent dans la ville. De plus, et jusqu'à la fin des

années 1980, les centres urbains qui ont vu le développement de bâtiments administratifs et commerciaux au détriment de logements sont sujets à une perte démographique et à un vieillissement de la population. Cette décennie voit ainsi l'émergence du qualificatif de « *A-Stadt* » (A pour *Arme, Arbeitslose, Alte* et *Alkoholiker*). Dans ce contexte, le Parti socialiste décide d'intégrer dans son programme de nouvelles revendications sociétales issues des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 et 1970, lesquelles sont en mesure de toucher une autre partie de l'électorat, notamment les classes moyennes salariées et plus particulièrement les « spécialistes sociaux-culturels » qui travaillent dans les domaines sociaux, médicaux et culturels et sont majoritairement présents dans les villes (Oesch et Rennwald 2010, Rennwald 2015). Cet électorat est donc déterminant dans la conquête ou la reconquête de plusieurs villes en Suisse et plus généralement en Europe. On s'attend donc à retrouver une part importante d'élus de gauche exerçant ce type de professions.

Le terreau idéologique de la nouvelle gauche urbaine est donc ancré dans les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960 et 1970 qui se perpétuent durant les années 1980 (Giugni et Kriesi 1990). Comment ces mouvements aux modes d'action non conventionnels se sont-ils développés dans les principales villes suisses et quelles sont leurs revendications ? On peut identifier deux phases. La première trouve son origine dans le sillage des événements de Mai 68 qui perdurent jusqu'à la fin des années 1970. Ceux-ci voient un mouvement de contestation global de l'ordre établi et la volonté de profonds changements sociaux notamment féministes ou pacifistes, qui se matérialisent plus particulièrement par la contestation de l'intervention militaire américaine au Viêt Nam ; il est principalement porté par des étudiants mais également par des salariés et le mouvement ouvrier. En Suisse, bien que de moindre ampleur qu'en France notamment, les actions de contestation sont majoritairement menées dans les villes au sein des universités, et plus particulièrement au sein des établissements académiques romands où l'on milite pour une transformation radicale de la structure de l'enseignement. Toutefois, des manifestations qui peuvent tourner en émeutes réprimées violemment par la police ont également lieu dans les rues des grandes villes, et plus particulièrement à Genève et à Zurich où l'on revendique notamment des centres autonomes gérés par les jeunes ou une abolition du service militaire (Skenderovic et Späti 2012). Politiquement, ces mouvements entraînent des discussions au sein du Parti socialiste et du Parti suisse du Travail et l'émergence de plusieurs nouveaux partis de la gauche radicale qui tentent de se distancier des instances de représentations politiques et syndicales existantes, à l'image de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) en 1969 en Suisse romande, désormais SolidaritéS, scission du Parti ouvrier populaire (POP)². En Suisse allemande, ils donnent lieu à la fondation des Organisations progressistes de Suisse (POCH), principalement actives à Bâle-Ville qui, contrairement à la LMR, connaissent un relatif succès dans les urnes avant de disparaître en 1993 (Pavillon 2005). Dans un même temps, des groupements politiques écologistes qui s'opposent notamment à des projets autoroutiers ou à la construction de centrales nucléaires, apparaissent dans plusieurs cantons au début des années 1970. Durant les années 1980, deux groupements unifiés au niveau national coexistent, le Parti écologiste suisse (PES) de tendance

² Le POP est la section vaudoise du Parti suisse du Travail (PST), fondé en 1943 et résurgence du Parti communiste suisse (PCS) interdit par les autorités fédérales en 1940.

centriste et l'Alliance verte, présente surtout à Bâle-Ville et à Zurich, plus à gauche mais aux succès moindres, qui finit par rejoindre le PES en 1991 (Seitz 2009)³. La deuxième phase a lieu au début des années 1980. Des mouvements de jeunes présents essentiellement dans les plus grandes villes suisses et plus particulièrement à Lausanne et à Zurich, manifestent et revendiquent notamment le droit à des centres autonomes, l'arrêt des discriminations envers les homosexuels, la fin de la construction de centrales nucléaires et d'autoroutes ou la création de logements. A Lausanne, le mouvement prend le nom de « Lôzane bouge » et les manifestations qu'il organise donnent lieu à plusieurs émeutes violemment réprimées, tout comme à Zurich (Menétrey 1982) ; les événements s'achèvent par le procès de plusieurs militants en 1982 qui sert de tribune politique au mouvement et permet de dénoncer les méthodes de répressions utilisées par les autorités (Beausire 2018: 36-38).

Alors que ces mouvements sont relativement autonomes des structures partisans établies et adoptent des modes d'action non conventionnels, on peut émettre l'hypothèse que les militants qui les composent vont progressivement se faire intégrer par les formations politiques existantes. C'est notamment le cas en France durant les années 1970 où le Parti socialiste parvient à recruter de nombreux militants ayant pris part aux mouvements sociaux consécutifs aux événements de Mai 68, phénomène qui s'accroît lors de l'élection présidentielle victorieuse de François Mitterrand en 1981 (Mathieu 2007: 141). En Suisse, Giugni et Passy (1997: 16) soulignent l'« extrême ouverture du système politique suisse » qui, notamment grâce aux instruments de démocratie directe, permet une intégration des principaux mouvements qui se modèrent, à travers des négociations qui donnent lieu à des compensations, parfois sous la forme de subsides et, *in fine*, une cooptation au sein du système politique. Ainsi, Pereira et Schär (2012: 23), indiquent que plusieurs acteurs de Mai 68 en Suisse continuent à militer au sein d'un parti politique. Toutefois, l'effet de cette institutionnalisation est double : ces militants rejoignent les rangs du Parti socialiste ou fondent des groupements écologistes et de nouveaux partis de la gauche radicale qui vont, ensemble, constituer les coalitions victorieuses à la tête des villes suisses à partir des années 1990. Parallèlement, ils vont continuer à promouvoir certaines thématiques sociétales. Dès lors, lorsque la nouvelle gauche urbaine parvient au pouvoir dans certaines villes européennes à la fin des années 1970 et au début des années 1980, Le Galès (1990: 719) qui se penche sur le cas de la Grande-Bretagne, montre que les thématiques qu'elle promeut sont notamment la nécessité d'agir à l'échelon local, le féminisme ou la préservation de l'environnement. En France, Pinson (2020: 107-108), montre qu'une fois au pouvoir, la nouvelle gauche urbaine se focalise sur le développement économique des villes en tissant notamment des liens entre les universités et l'industrie. Elle favorise également un processus de décentralisation, la ville reprenant la main vis-à-vis de l'État en mettant au point une action publique globale en son sein à travers notamment le développement des transports publics et des lieux culturels, ainsi que la préservation de l'environnement et du patrimoine architectural et culturel.

³ Le Parti écologiste suisse devient Les Verts – Parti écologiste suisse en 1993.

D'une participation minoritaire à la gestion majoritaire des villes : évolution du profil socio-professionnel des élus de la gauche urbaine

Après avoir présenté nos données, nous procédons à une analyse du profil socio-professionnel des élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs des quatre plus grandes villes de Suisse en les comparant avec leurs homologues de droite. Nous nous concentrerons sur deux dimensions : le niveau de formation et la profession exercée. Puis, nous comparons les élus des exécutifs avec ceux des législatifs.

Présentation des données et méthode

Pour mener à bien notre analyse, une base de données biographique de 1378 personnes siégeant dans les organes exécutifs et législatifs des villes de Bâle⁴, Genève, Lausanne et Zurich a été créée. Parmi eux, on compte 707 membres des partis de gauche dont 450 socialistes, 131 membres des partis de la gauche radicale⁵ et 126 Verts. On compte également 671 membres des partis de droite⁶. Les données sont séparées en trois cohortes (1980, 2000 et 2020).

Tableau 1. Échantillon des élus des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich pour trois cohortes entre 1980 et 2020

	1980	2000	2020
Bâle exécutif	7 (3)	7 (4)	7 (4)
Parti socialiste	3	4	3
Partis de la gauche radicale	-	-	-
Les Verts	-	-	1
Bâle législatif	131 (57)	136 (72)	100 (48)
Parti socialiste	37	51	35
Partis de la gauche radicale	20	8	-
Les Verts	-	13	13
Genève exécutif	5 (2)	5 (4)	5 (4)
Parti socialiste	1	1	2
Partis de la gauche radicale	1	2	-
Les Verts	-	1	2
Genève législatif	80 (33)	80 (44)	80 (44)
Parti socialiste	18	12	19
Partis de la gauche radicale	15	22	7

⁴ Les autorités politiques de Bâle sont à la fois des autorités cantonales et communales. Puisque le territoire de la ville et celui du canton coïncident presque entièrement (à l'exception de deux communes, Riehen et Bettingen), Bâle ne dispose pas d'autorités politiques propres.

⁵ Sont considérés comme des partis de la gauche radicale : Parti Suisse du Travail - Parti Ouvrier Populaire, solidaritéS, Organisations progressistes de Suisse, Alternative Liste, Frauenliste et Frauen Macht Politik!.

⁶ Sont considérés comme des partis de droite : Parti libéral, Parti radical-démocratique, Parti libéral-radical, Alliance des indépendants, Parti vert-libéral, Parti démocrate-chrétien, Parti évangélique suisse, Union démocratique du centre, Parti libéral-conservateur, Démocrates suisses, Vigilance et Mouvement citoyen genevois.

Les Verts	-	10	18
Lausanne exécutif	7 (4)	7 (4)	7 (6)
Parti socialiste	3	2	3
Partis de la gauche radicale	-	1	1
Les Verts	1	1	2
Lausanne législatif	100 (52)	100 (61)	100 (61)
Parti socialiste	31	35	33
Partis de la gauche radicale	13	13	11
Les Verts	8	13	17
Zurich exécutif	9 (4)	9 (5)	9 (6)
Parti socialiste	4	4	3
Partis de la gauche radicale	-	-	1
Les Verts	-	1	2
Zurich législatif	137 (56)	125 (60)	125 (69)
Parti socialiste	53	50	43
Partis de la gauche radicale	3	3	10
Les Verts	-	7	16
Total	476 (211)	469 (254)	433 (242)
<i>Note.</i> Nombre des élus des partis de gauche entre parenthèses			

Les membres des organes législatifs des quatre villes sont élus selon un système électoral proportionnel ; le nombre de sièges disponibles change selon la ville et la date. A Bâle, le parlement compte 130 sièges entre 1980 et 2000 et 100 en 2020. À Genève, Lausanne et Zurich, on compte respectivement 80, 100 et 125 sièges sur l'ensemble de la période. Du fait de l'arrivée et du départ d'élus en cours de législature, le nombre de personnes prises en compte diffère parfois du nombre de sièges disponibles à chaque date. Les membres des organes exécutifs sont élus selon un système électoral majoritaire, à l'exception de Lausanne où les élus du Conseil communal élisent les membres de la Municipalité jusqu'en 1980. Les socialistes représentent la force de gauche la plus importante sur l'ensemble de la période et ce, plus particulièrement à Zurich. Ils sont dépassés une seule fois par les partis de la gauche radicale à Genève en 2000. Uniquement présents à Lausanne en 1980, les Verts sont la deuxième force de gauche en 2020, faisant même presque jeu égal avec les socialistes à Genève.

Pour analyser le profil socio-professionnel des élites de gauche, nous avons collecté des données sur le niveau de formation et la profession des élus des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich au sein des archives cantonales et communales des quatre villes pour les trois dates⁷. Nous avons notamment consulté des listes électorales, des annuaires ou de la documentation produite par les partis politiques ; nous avons complété notre recherche

⁷ Le taux de données manquantes est de 6,4% (88) pour le niveau de formation et de 1,1% (15) pour la profession exercée.

en consultant des articles de la presse locale⁸. Le niveau de formation est mesuré en fonction de l'obtention ou non d'un diplôme universitaire. Pour la profession exercée, les informations récoltées ont été codées en fonction des six catégories et 21 sous-catégories présentées dans le tableau 2 ci-dessous. Ces catégories sont basées sur de précédents travaux qui portent sur le profil professionnel d'élus nationaux au sein de parlements européens (Best et Cotta 2000: 25-26) ou d'élus nationaux ou locaux suisses (Gruner 1970: 146, Pilotti 2017: 58 et Di Capua 2020: 121-122). Pour les membres des organes exécutifs, la profession est celle exercée avant l'élection. Pour les membres des organes législatifs, il s'agit de la profession exercée au moment de l'élection et durant le mandat. En effet, les parlements locaux suisses appliquent un système dit « de milice », où les élus ne peuvent pas vivre des indemnités qui leur sont versées. Au contraire, les élus qui siègent au sein d'un organe exécutif exercent une fonction professionnalisée et rémunérée (sur la rémunération des fonctions électives en Suisse, voir Lasseb et Pilotti 2019).

Tableau 2. Catégories et sous-catégories professionnelles

Catégories professionnelles	Sous-catégories professionnelles
Professions libérales	Avocat/Notaire Autres professions libérales (par exemple, architecte, ingénieur, médecin)
Entrepreneur	Chef d'entreprise Petit commerçant Agriculteur
Professionnel de la politique	Dirigeant parti politique Secrétaire syndical Dirigeant association d'intérêt public Dirigeant association patronale
Salarié du public	Cadre du secteur public Travailleur public académique Travailleur public enseignant (primaire, secondaire) Travailleur public santé/social Employé/ouvrier public non manuel Employé/ouvrier public manuel
Salarié du privé	Cadre du secteur privé Employé/ouvrier privé non manuel Employé/ouvrier privé manuel
Rentier	Retraité Étudiant Ménagère

Nous avons décidé d'adopter une classification plus fine pour deux catégories : les salariés du secteur public et les professionnels de la politique. Les premiers, on le verra plus bas, représentent en effet la catégorie la plus importante parmi les élus des partis de gauche et les deuxièmes sont généralement les plus actifs au sein du champ politique. Pour les salariés du secteur public à l'instar des salariés du secteur privé, nous avons choisi de distinguer les cadres des employés/ouvriers, ceux-ci étant également séparés entre travailleurs manuels et non manuels ; par ailleurs, une distinction complémentaire a été faite entre les personnes qui

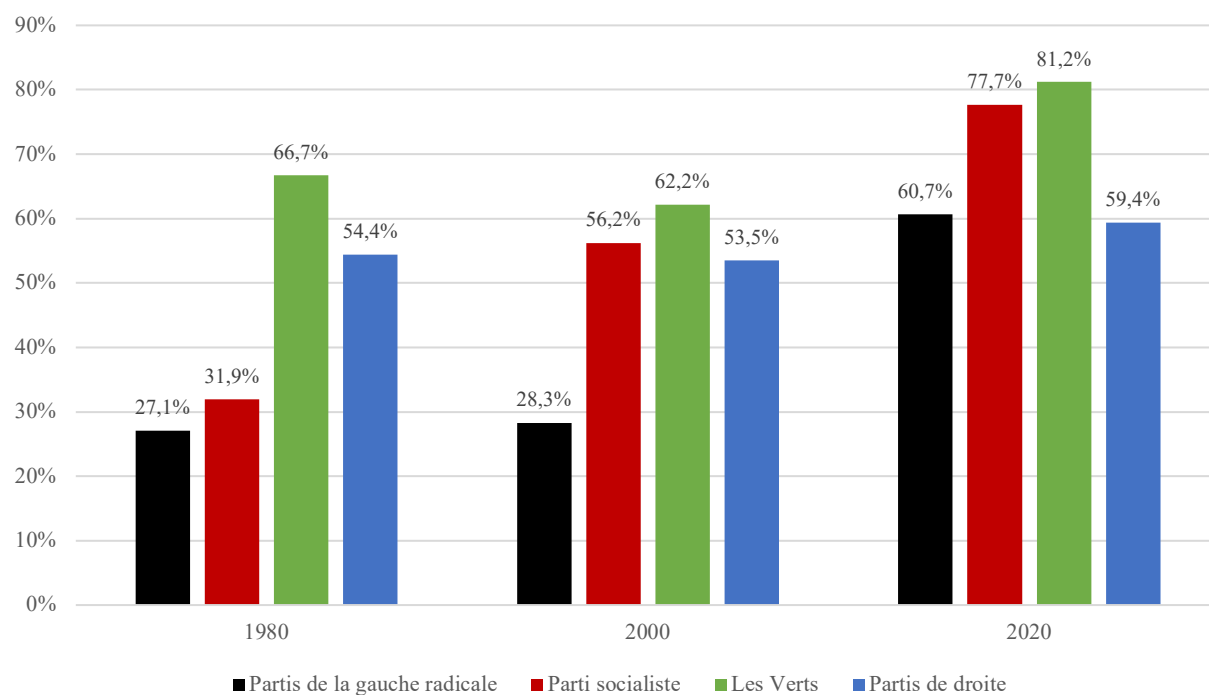
⁸ Une partie de ces données sont disponibles en ligne sur la Base de données des élites suisses créée par l'Observatoire des élites suisses à l'Université de Lausanne (<https://www2.unil.ch/elitessuisses/>, consulté le 16.11.2021).

occupent une fonction au sein des universités, dans l'enseignement primaire et secondaire et dans les domaines de la santé et du social. Pour les professionnels de la politique nous avons choisi de distinguer les dirigeants de partis à proprement parler, des secrétaires syndicaux et des dirigeants de groupes d'intérêt public (par exemple des associations sociales, culturelles ou de défense de la nature), des dirigeants d'associations patronales.

L'académisation des élus de la gauche urbaine

La possession d'un titre universitaire constitue une ressource importante dans l'obtention d'un mandat politique (Cotta et Best 2000: 497-500). Peut-on observer un changement du niveau de formation entre les élus de gauche des années 1980 qui participent de manière minoritaire aux institutions politiques de quatre villes et ceux des années 2000 et 2020 qui les administrent ?

Graphique 1. Proportion des élus des partis de gauche et de droite des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich en possession d'un diplôme universitaire (1980-2020), en %



N Total : 1980=432, 2000=442, 2020=416.
 N Partis de la gauche radicale : 1980=48, 2000=46, 2020=28.
 N Parti socialiste : 1980=138, 2000=153, 2020=139.
 N Les Verts : 1980=9, 2000=45, 2020=69.
 N Partis de droite : 1980=237, 2000=198, 2020=180.

En 1980, si l'on fait exception des Verts (avec seulement neuf élus à Lausanne), les partis de droite comportent un pourcentage nettement plus élevé de diplômés que les socialistes et les membres des partis de la gauche radicale. Toutefois, cette situation s'inverse en 2000 pour les socialistes et en 2020 pour les élus des partis de la gauche radicale qui sont désormais mieux formés que leurs homologues des partis de droite. Par ailleurs, alors que l'on constate une forte hausse du taux d'universitaires pour toutes les formations politiques de gauche entre 2000 et 2020, celle-ci n'est que très légère pour les partis de droite : ceci peut s'expliquer par la part

croissante d'élus appartenant à l'UDC dont la proportion des membres ayant suivi des études supérieures est très faible. C'est également le cas de son groupe parlementaire au sein de l'Assemblée fédérale qui est celui comprenant le moins d'universitaires depuis 1980 (Pilotti: 217).

Depuis 1980, le pourcentage d'élus de gauche au bénéfice d'un diplôme universitaire a largement augmenté. Cette hausse ne suit cependant pas les mêmes tendances selon les partis politiques. Ainsi, pour les élus socialistes, on observe deux grandes augmentations de plus de 20 points de pourcentage chacune entre 1980 et 2000 et entre 2000 et 2020. Fait important, en 2000, plus de la moitié des élus socialistes ont accompli des études supérieures et leur taux d'universitaires est désormais plus élevé que celui des élus de droite. Une tendance similaire peut être observée au sein du Conseil national où, en 2000, la députation socialiste est celle qui possède la plus grande proportion d'élus ayant obtenu un titre académique, alors qu'en 1980, elle était celle en comptant la part la plus faible (Mazzoleni et al. 2010: 343-344). Une augmentation a également lieu pour les partis de la gauche radicale mais plus tardivement : leur taux d'universitaires reste stable entre 1980 et 2000 mais il passe de 28,3% en 2000 à 60,7% en 2020. Quant aux Verts, ils possèdent sur l'ensemble de la période la députation avec la plus grande proportion de diplômés, celle-ci atteignant même 81,7% en 2020. Cette importante différence avec les autres formations politiques de gauche en 1980 n'est pas étonnante. En effet, contrairement aux socialistes, les Verts, on l'a vu, sont le produit des mouvements écologistes des années 1970 et ne possèdent pas une origine ouvrière.

Pour ce qui est de l'évolution propre à chaque ville, on observe de légères différences parmi les élus de gauche bien que les tendances générales soient similaires (voir Graphique A1). Ainsi, en 1980 et en 2000, les villes germaniques possèdent des taux de diplômés universitaires supérieures à ceux des villes francophones, phénomène qui s'inverse en 2020 bien que les écarts de pourcentages entre les villes soient minimes. La différence la plus importante se situe en 1980, où l'on peut notamment observer un écart de plus de 20% entre Bâle (41,7%) et Genève (18,8%). La plus faible présence d'universitaires parmi les élus de gauche genevois qui persiste en 2000 peut s'expliquer par la part plus importante d'élus appartenant aux partis politiques de la gauche radicale – majoritaires à Genève en 2000 – qui, on l'a vu, ne connaissent une augmentation de la part de leurs diplômés qu'après 2000.

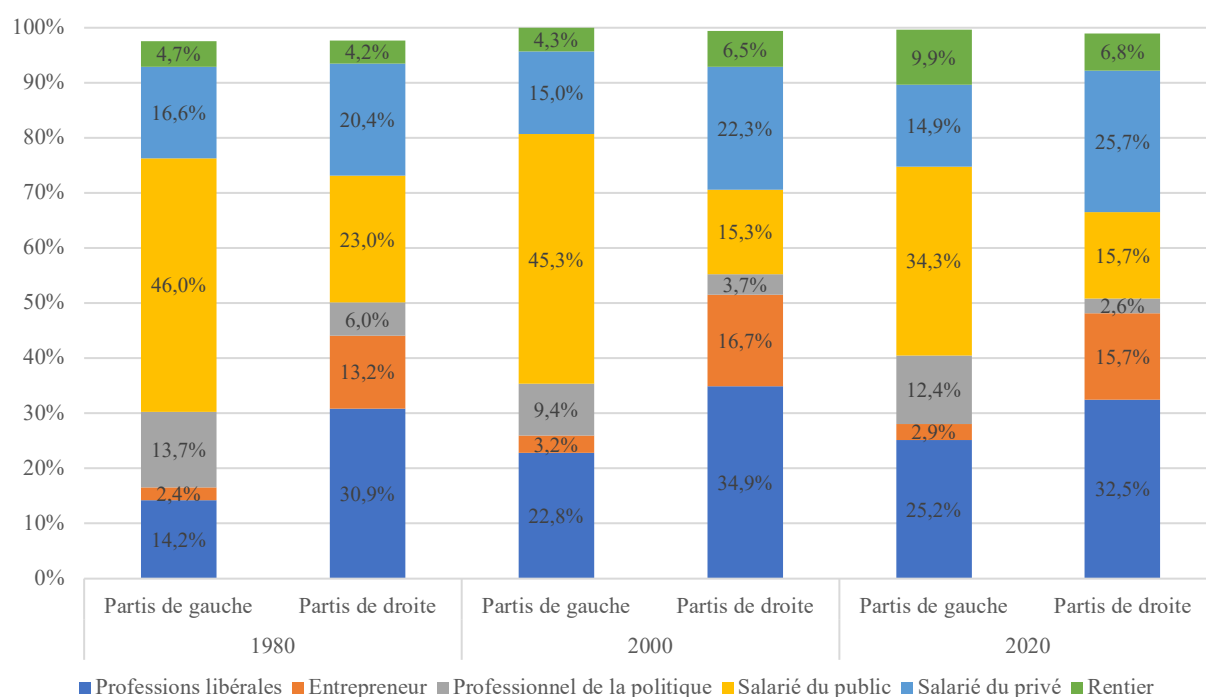
Nous constatons donc un clair changement du niveau de formation des élus des partis de gauche au sein des quatre villes entre 1980 et 2020. La transformation la plus importante s'observe en 2000 qui correspond au moment où la nouvelle gauche urbaine administre les villes. A ce moment, plus de la moitié des élus socialistes, fers de lance des coalitions de gauche victorieuses à la tête des communes urbaines, sont au bénéfice d'un titre académique et dépassent même la part d'universitaires des partis de droite. Deux explications peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Premièrement, l'accès aux études supérieures se démocratise au sein de la population durant la deuxième moitié du XX^e siècle (Gaxie et Godmer 2007: 123-124), facilitant la possibilité de réaliser des études universitaires parmi les élus de gauche. Deuxièmement, à partir de 2000, ces derniers ont probablement été pour certains partie prenante des nouveaux mouvements sociaux des années 1960, 1970 et 1980. Or, on l'a vu, ces

mouvements ont généralement été portés par des jeunes, et plus particulièrement des jeunes étudiants actifs au sein des universités.

La transformation des professions exercées : vers un statut social plus élevé ?

L'étude de la profession exercée par les élus est une dimension classique de leur analyse (voir notamment Sawicki 1999). Elle permet de comprendre quelles professions sont les plus à même de favoriser une carrière politique et d'exercer un mandat électif. Dès lors, quelles sont les professions les plus présentes parmi les élus de gauche et observe-t-on une évolution des métiers qu'ils exercent lorsqu'ils administrent les villes ? Pour ce faire, nous revenons sur l'évolution de la répartition des élus de gauche au sein des six catégories présentées précédemment, puis nous analysons plus en détail la répartition des élus au sein de deux catégories : les salariés du secteur public et les professionnels de la politique.

Graphique 2. Évolution des catégories professionnelles exercées par les élus des partis de gauche et de droite des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich entre 1980 et 2020, en %



N Total : 1980=476, 2000=469, 2020=433.

N Partis de gauche : 1980=211, 2000=254, 2020=242.

N Partis de droite : 1980=265, 2000=215, 2020=191.

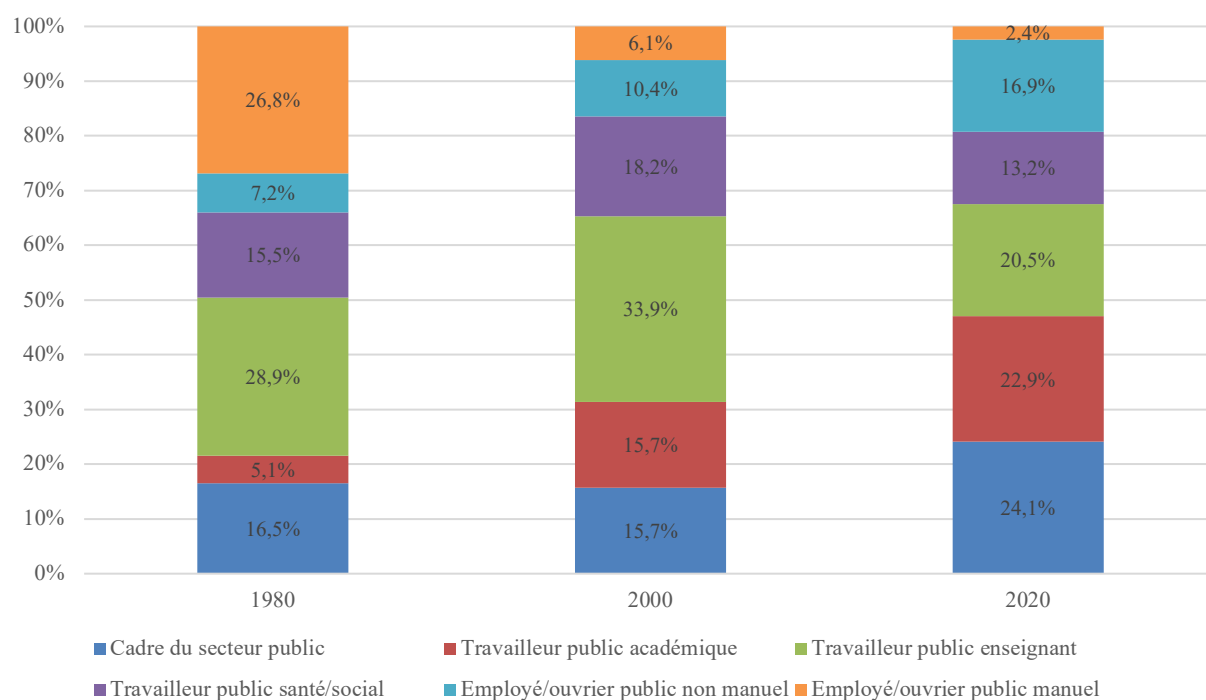
Note. Les pourcentages manquants à 100% représentent les données manquantes.

Plusieurs tendances peuvent être dégagées. La plus importante est la prédominance des salariés du public parmi les élus de gauche sur l'ensemble de la période. Bien qu'ils déclinent de 45,3% à 34,3% entre 2000 et 2020, ils restent la catégorie professionnelle la plus nombreuse. La deuxième tendance observable est une augmentation des élus de gauche exerçant une profession libérale : dès 2000, il s'agit de la deuxième catégorie professionnelle la plus importante et, en 2020, on peut y classer un quart des élus de gauche. A ce titre, le profil des élus de la nouvelle gauche urbaine se rapproche de celui de leurs homologues de droite qui exercent en majorité

une profession libérale sur l'ensemble de la période. Toutefois, contrairement à la plupart des parlements européens où un processus de « similarisation » du profil entre les élus de gauche et de droite qui a été mis en évidence par Ilonszki (2007), intervient dès les années 1930, ce processus n'arrive que beaucoup plus tardivement dans les quatre plus grandes villes suisses. Ceci peut notamment s'expliquer par le système dit « de milice » des organes législatifs communaux suisses qui, contrairement aux organes des parlements nationaux de la plupart des pays européens, ne sont pas des institutions professionnalisées (voir Pilotti et Mazzoleni 2019). Par ailleurs, ce processus n'est que partiel. En effet, parmi les élus de droite, à partir de 2000, les salariés du privé sont plus nombreux que les salariés du public et les professionnels de la politique, dont la présence parmi les élus de gauche est stable sur l'ensemble de la période avec une moyenne de 11,8%, sont marginaux à droite, au contraire des entrepreneurs, lesquels sont pour leur part marginaux à gauche. On peut enfin signaler une légère augmentation des rentiers en 2020 parmi les élus de gauche qui est tributaire de l'augmentation des étudiants siégeant dans les organes législatifs.

Si l'on compare l'évolution des professions exercées par les élus de gauche au sein des quatre villes, les tendances générales sont globalement les mêmes à deux exceptions près (voir Graphique A2). Premièrement, en 1980, à Genève, la part de salariés du privé est très haute (37,1%). Ceci s'explique par l'importance des élus de la gauche radicale à Genève, lesquels, contrairement aux socialistes, sont majoritairement des salariés du privé. Deuxièmement, à Bâle, contrairement à la tendance observée précédemment, les élus exerçant une profession libérale diminuent et ne sont plus que 13,5% en 2020. Cette baisse est toutefois compensée par une augmentation des salariés du privé, lesquels exercent en grande majorité une fonction de cadre, ce qui participe également au rapprochement du profil des élus de gauche avec leurs homologues de droite. Pour affiner notre analyse et saisir plus en profondeur les transformations du profil des élus de gauche, nous pouvons désormais nous concentrer plus particulièrement sur les changements qui surviennent au sein de deux catégories professionnelles : les salariés du secteur public et les professionnels de la politique.

Graphique 3. Évolution de la répartition au sein des sous-catégories professionnelles « salarié du secteur public » des élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich entre 1980 et 2020, en %

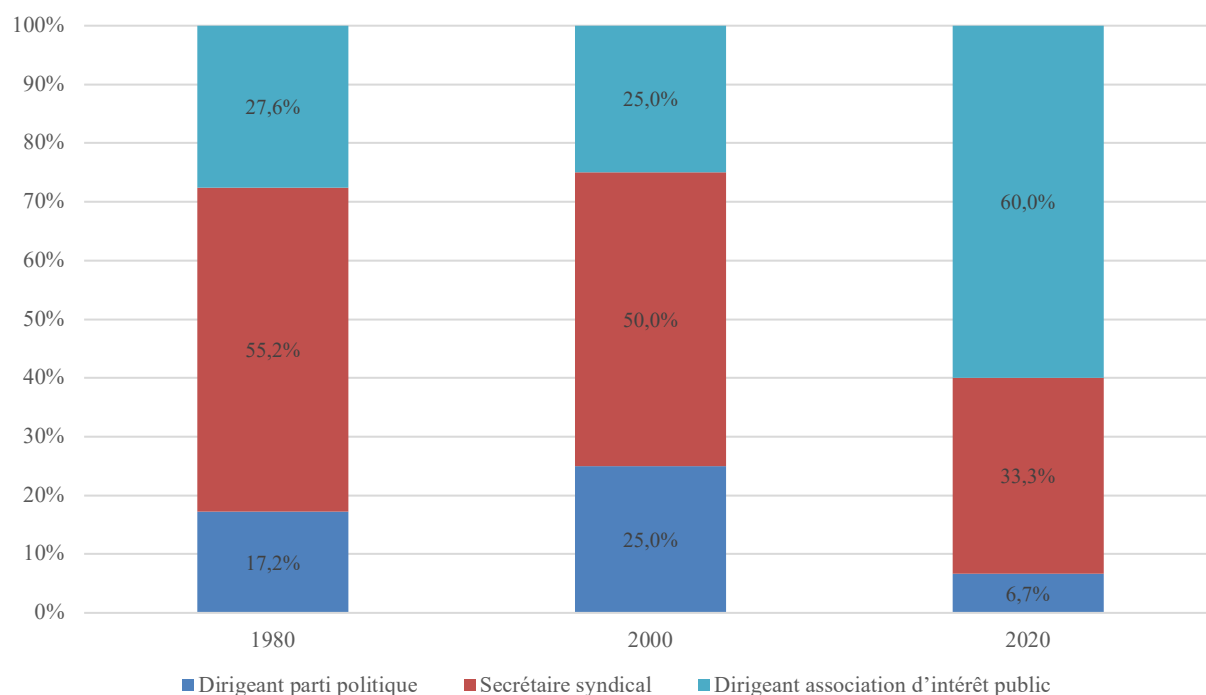


N : 1980=97, 2000=115, 2020=83.

Si la présence des salariés du secteur public est importante sur l'ensemble de la période, la composition au sein de cette catégorie professionnelle connaît plusieurs transformations. La plus impressionnante est la presque disparition des employés exerçant une profession manuelle en 2020, lesquels représentent 26,8% des salariés du public en 1980. Ceci est à mettre en lien avec le phénomène de tertiarisation de la structure de l'emploi durant la deuxième moitié du XX^e siècle, mais également comme le montre Di Capua (2020), avec un phénomène de transformation de la structure de l'emploi public : alors qu'elle était fortement consacrée aux anciennes régies fédérales telles que les CFF ou les PTT durant la première moitié du XX^e siècle, celle-ci s'est par la suite accrue dans les domaines de la santé et du social, de même que dans l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que dans les universités. Ainsi, la part d'élus travaillant dans les domaines de la santé et du social est stable sur l'ensemble de la période avec une moyenne de 15,6%, tandis que celle de ceux travaillant dans une université augmente à chaque date : marginaux en 1980, ils sont 22,9% en 2020. En outre, la proportion de cadres, majoritairement des hauts fonctionnaires de l'administration publique, augmente, elle aussi, pour atteindre 24,1% en 2020. Ceci peut probablement être mis en lien avec la gestion des villes par les partis de gauche depuis les années 1990, ce qui entraîne la nomination à des postes-clés de personnes qui leur sont idéologiquement proches. Enfin, on peut signaler la forte présence des enseignants qui forment la sous-catégorie la plus importante en 1980 et en 2000. Ceci n'est pas étonnant dans la mesure où ceux-ci représentent une profession historiquement importante des partis de gauche, notamment en France où ils occupent de nombreuses places de cadre au sein du Parti socialiste (Sawicki 1997: 54-57).

Nous constatons donc également un changement du profil des salariés du secteur public de la nouvelle gauche urbaine. Qu'en est-il des professionnels de la politique ? Comme nous pouvons le voir sur le graphique 4 ci-dessous, le changement le plus important survient en 2020 lorsque les dirigeants d'associations d'intérêt public supplantent les secrétaires syndicaux qui, jusqu'alors, étaient très largement majoritaires. Les syndicats et le Parti socialiste entretiennent en effet des liens étroits en Suisse (voir Mach et Widmer 2004, Widmer 2007) qui persistent encore en 2020 malgré un paysage syndical suisse qui a profondément évolué depuis les années 1990, marqué par une érosion des membres et par la fusion de plusieurs petits syndicats en entités plus grandes et plus professionnalisées qui se sont impliquées dans le secteur tertiaire (Rieger 2014). Ainsi, les professionnels de la politique de la nouvelle gauche sont désormais majoritairement à la tête d'associations culturelles, sociales ou de préservation de la nature telles que le WWF, alors que les dirigeants de partis politiques sont marginalisés.

Graphique 4. Évolution de la répartition au sein des sous-catégories professionnelles « professionnel de la politique » des élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich entre 1980 et 2020, en %



N : 1980=29, 2000=24, 2020=30.

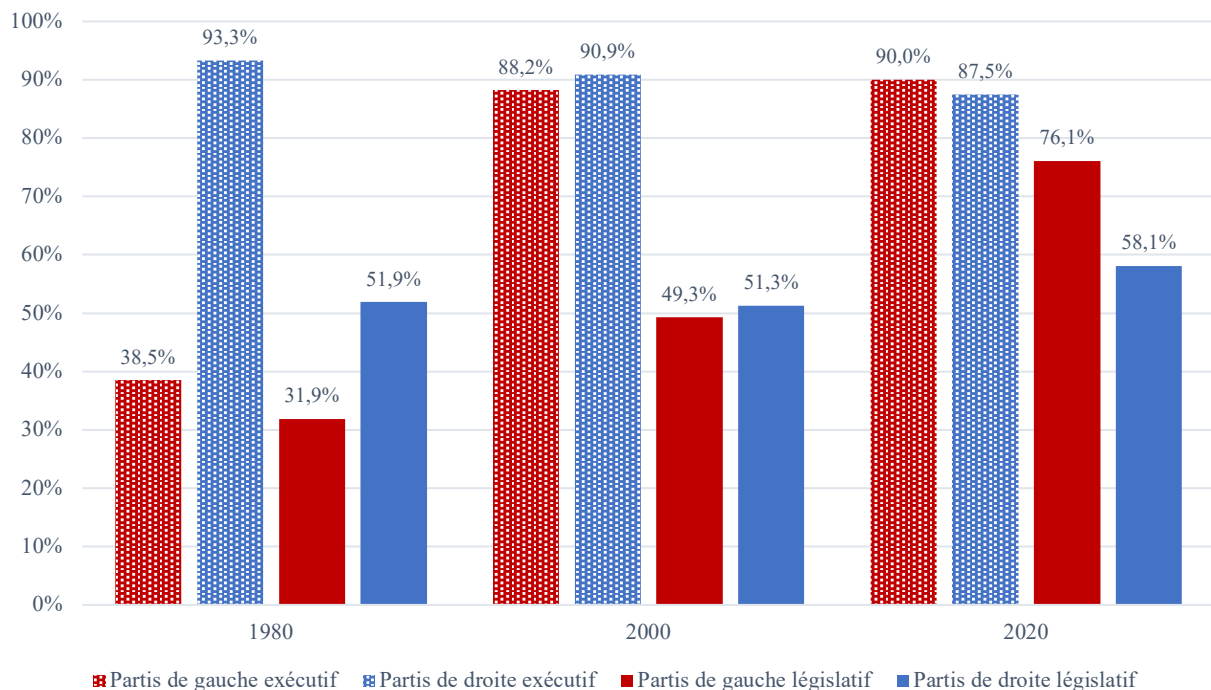
De manière générale, on l'a vu, les élus de gauche se démarquent des élus de droite à travers la prédominance des salariés du secteur public sur l'ensemble de la période et par une présence constante et stable des professionnels de la politique. Néanmoins, les élus de la nouvelle gauche urbaine se rapprochent de leurs homologues de droite à partir de 2000, avec une part toujours plus importante d'élus exerçant une profession libérale. Si l'on observe plus en profondeur la transformation du profil des élus de gauche par le biais des sous-catégories « salarié du secteur public », on constate une part toujours plus importante d'élus exerçant une profession au statut social élevé, que cela soit en tant que haut cadre de l'administration publique ou professeur à l'université. En ce sens, les élus de la nouvelle gauche urbaine se distinguent de leurs

prédécesseurs des années 1980. Par ailleurs, parmi les professionnels de la politique, alors que les secrétaires syndicaux étaient historiquement les plus nombreux, en 2020, ils sont supplantés par les dirigeants d'associations d'intérêt public qui poursuivent des buts qui rejoignent les thématiques écologistes, sociales et culturelles mises en avant par les nouveaux mouvements sociaux des années 1960, 1970 et 1980.

Les membres des exécutifs : une « super-élite » de la gauche urbaine ?

Alors qu'une fonction exécutive au sein d'un gouvernement urbain est professionnalisée, cela n'est pas le cas d'une position au sein d'un organe législatif communal. Dès lors, observe-t-on des différences parmi les élus membres des exécutifs et ceux membres des législatifs ? Peut-on parler d'une « super-élite » de gauche siégeant au sein des exécutifs ?

Graphique 5. Proportion des élus des partis de gauche et de droite des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich en possession d'un diplôme universitaire (1980-2020), en %



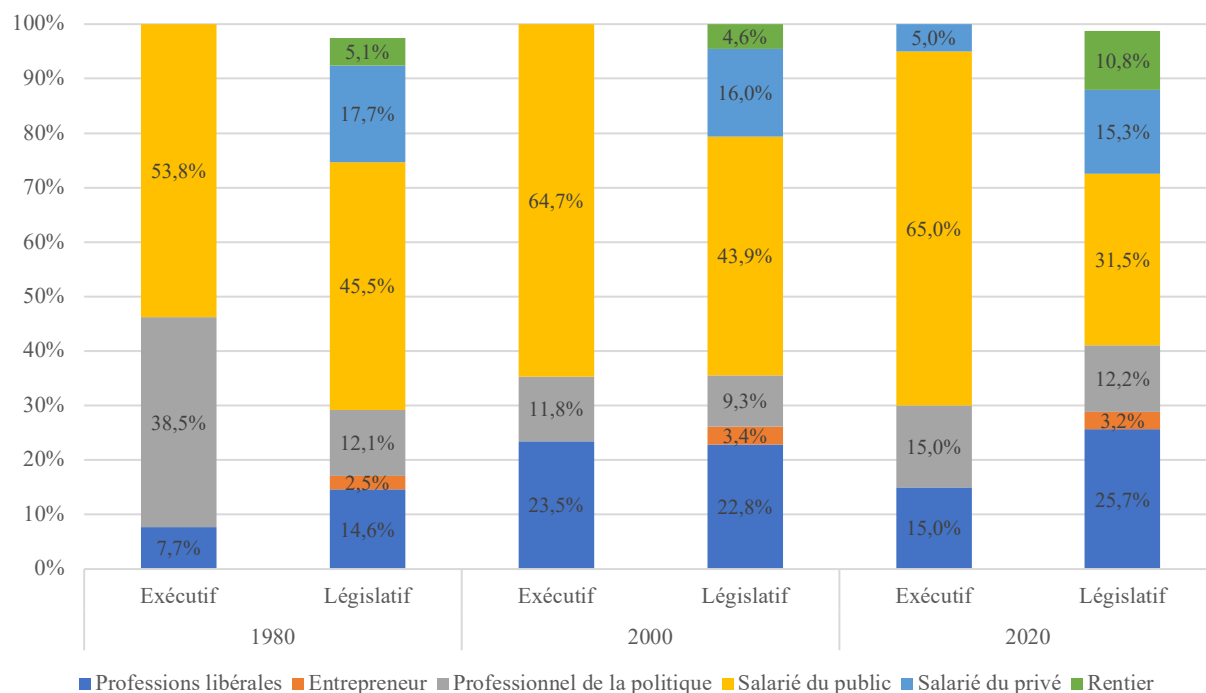
N Total : 1980=432, 2000=442, 2020=416.
 N Partis de gauche exécutif : 1980=13, 2000=17, 2020=20.
 N Partis de droite exécutif : 1980=15, 2000=12, 2020=8.
 N Partis de gauche législatif : 1980=182, 2000=227, 2020=216.
 N Partis de droite législatif : 1980=222, 2000=186, 2020=172.

De manière générale, quel que soit le parti politique, les élus des exécutifs possèdent un niveau de formation supérieur aux élus des législatifs. Cependant, alors que les élus de droite ont un taux d'universitaires très haut sur l'ensemble de la période, cela n'est pas le cas des élus de gauche avant 2000. Par ailleurs, à cette date, il est intéressant de constater qu'à gauche, il y a un très fort écart de la proportion de diplômés entre les membres des législatifs et ceux des exécutifs. Il y a donc un phénomène d'académisation que ne se produit pas en même temps : pour les membres des exécutifs, on observe une hausse spectaculaire de plus de 50 points de

pourcentage entre 1980 et 2000, tandis que pour les membres des législatifs, il y a une augmentation constante sur l'ensemble de la période avec un taux de diplômé qui atteint 76,1% en 2020. Cette proportion d'universitaires est plus importante que celle que l'on retrouve parmi les membres des législatifs de droite en 2020 (58,1%) mais elle est largement inférieure à celle que l'on retrouve parmi les élus de gauche siégeant au sein des exécutifs (90,0%). A ce titre, on peut donc parler d'une « super-élite » de gauche mieux formée présente au sein des gouvernements urbains.

Constate-t-on également des différences dans les professions exercées (avant leur élection pour les membres des exécutifs) par les élus de gauche des exécutifs et ceux des législatifs ? Comme on peut le voir sur le graphique 6 ci-dessous, les membres des exécutifs se répartissent principalement au sein de trois catégories professionnelles : les salariés du secteur public, les professionnels de la politiques et les professions libérales (on ne compte qu'un seul salarié du secteur privé à Zurich en 2020). Les salariés du public sont de loin la catégorie professionnelle la plus importante : contrairement à une tendance qui les voit baisser parmi les élus des législatifs, leur part, loin de décliner, augmente entre 1980 et 2020, atteignant 65,0%. Par ailleurs, depuis 2000, contrairement aux élus des législatifs, la majorité d'entre eux sont des hauts fonctionnaires de l'administration publique. En effet, Lasseb (2022) montre que dans les communes urbaines où la fonction exécutive est professionnalisée depuis longtemps, les membres qui composent les gouvernements des villes sont majoritairement des anciens cadres de l'administration publique, diplômés et possédant, de fait, des compétences transférables dans l'exercice de leur fonction politique. En outre, alors qu'elle est importante en 1980, la proportion de professionnels de la politique diminue à partir de 2000. Elle passe de 38,5% en 1980 à 15,0% en 2020 ; cette baisse est en partie compensée par une augmentation des élus exerçant une profession libérale. Les membres des exécutifs exercent donc généralement des professions au statut social élevé. Ces éléments tendent à renforcer l'hypothèse d'une super-élite de la gauche urbaine présente au sein des exécutifs.

Graphique 6. Évolution des catégories professionnelles exercées par les élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich entre 1980 et 2020, en %



N Total : 1980=211, 2000=254, 2020=242.

N Exécutif : 1980=13, 2000=17, 2020=20.

N Législatif : 1980=198, 2000=237, 2020=222.

Note. Les pourcentages manquants à 100% représentent les données manquantes.

Que cela soit par leur niveau de formation élevé à partir de 2000 ou par les professions qu'ils exercent, notamment en tant que haut fonctionnaire de l'administration publique, les membres des exécutifs se distinguent des élus qui siègent au sein des législatifs. Par ailleurs, un mandat au sein du gouvernement d'une grande ville est désormais considéré comme un aboutissement dans une carrière politique (Di Capua et al. 2020: 13-14). On peut donc parler d'une « super-élite » de gauche présente au sein des exécutifs et plus particulièrement visible à partir du moment où la nouvelle gauche urbaine prend les rênes des plus grandes villes suisses.

La nouvelle gauche urbaine accède au pouvoir : analyse de deux campagnes électorales à Lausanne durant les années 1980

On l'a vu, l'action de la nouvelle gauche urbaine prend racine au sein des nouveaux mouvements sociaux menés par la jeunesse étudiante durant les années 1960, 1970 et qui se perpétuent au début des années 1980. Nous avons également observé qu'une fois au pouvoir, le profil des élus de gauche se transforme : le taux de personnes ayant suivi des études supérieures augmente et les professions exercées par les élus – majoritairement au sein de la fonction publique – tendent à avoir un statut social toujours plus élevé. Cependant, comment ce nouveau type d'élus opère-t-il une rupture thématique avec les arguments d'une gauche plus ouvrière et traditionnelle ? Pour observer ce phénomène, nous analysons deux campagnes électorales menées par le Parti socialiste – principal parti politique de gauche – dans la ville de Lausanne lors des élections communales de 1981 et de 1989. La deuxième élection correspond à la première campagne victorieuse de la nouvelle gauche urbaine dans l'une des plus grandes villes suisses. Pour ce faire, nous nous appuyons sur de la documentation produite par le Parti socialiste lausannois et le Parti socialiste vaudois conservée au Archives cantonales vaudoises (ACV)⁹ et des articles parus dans la presse régionale de l'époque.

La campagne de 1981 : la qualité de vie et l'urbanisme deviennent des enjeux centraux

La campagne pour les élections communales lausannoises de 1981 se tient dans un contexte particulier : à la suite d'une initiative populaire cantonale acceptée en 1980, les membres de la Municipalité et le syndic de Lausanne sont pour la première fois élus directement par le corps électoral et non plus par le Conseil communal ; les deux élections ont donc lieu simultanément. Par ailleurs, les événements récents de Lôzane bouge sont encore dans tous les esprits et une liste électorale dite « Autrement » élaborée par des participants du mouvement est présentée aux électeurs (Saudan 1984: 300 et 330). Pour ce qui est des rapports de force politiques, depuis 1950, la formation politique dominante à Lausanne est le Parti radical (PRD), allié au Parti libéral (PL) (voir Graphique A3). Le Parti socialiste lausannois (PSL) est le parti qui compte le plus de sièges au Conseil communal depuis 1966, mais il ne parvient pas à obtenir une majorité parlementaire, même en apparentant ses listes avec la gauche radicale représentée par le POP. Par ailleurs, les écologistes à travers le Groupement pour la protection de l'environnement (GPE) de tendance centriste, sont présents au Conseil communal depuis 1974 et à la Municipalité depuis 1978 : cependant, pour obtenir un siège au gouvernement, ils ont fait alliance avec les radicaux et les libéraux au détriment des démocrates-chrétiens. Dès lors, en 1981, la liste écologiste n'est pas apparentée à celles présentées par les socialistes et les populistes. Dans ce contexte, comment le PSL organise-t-il sa campagne et peut-on voir poindre des éléments thématiques qui le rapprocherait de la nouvelle gauche urbaine ?

Avec le slogan « Pour Lausanne », le Parti socialiste lausannois qui produit une brochure programmatique sur laquelle nous nous appuyons pour notre analyse¹⁰, met effectivement au

⁹ Archives cantonales vaudoises (ACV), PP 225, Partis socialiste vaudois.

¹⁰ ACV, PP 225/562, Brochure « Pour Lausanne » produite par le Parti socialiste lausannois, 1981, 32 p.

centre de sa campagne plusieurs thématiques phares de la nouvelle gauche urbaine. Ainsi, l'accent est mis en premier lieu sur la qualité de vie au centre de la ville sous l'angle social et urbanistique. Si la problématique du manque chronique de logements occupe une place prépondérante, de même que le montant des loyers jugés beaucoup trop élevés, on met également en exergue le manque d'espaces verts, une volonté de piétonisation de plusieurs espaces et une lutte contre le bruit et la pollution due au trafic automobile qu'on estime de manière surprenante, à l'époque, pouvoir réduire avec la création de plusieurs parkings au centre-ville afin d'éviter que les voitures circulent longuement pour trouver une place de stationnement. Il est également question de développer les transports publics dont on souhaite augmenter la cadence et le confort. Les questions culturelles bien qu'évoquées sont cependant marginales : elles concernent principalement le théâtre et le conservatoire. En ce sens, elles sont à contre-courant des revendications des jeunes du mouvement Lôzane bouge, lesquels militaient pour des espaces culturels alternatifs. La question de la révolte de la jeunesse lausannoise est d'ailleurs abordée : on dénonce ses méthodes mais on dit vouloir discuter et étudier ses revendications tout en rappelant par ailleurs le devenir des derniers participants des mouvements de contestation étudiants : « Les jeunes d'alors sont devenus les parents d'aujourd'hui. C'est-à-dire les hommes et les femmes actifs et aux responsabilités dans la cité »¹¹. Ces derniers auraient donc rejoint les rangs des partis et agiraient désormais au sein des institutions politiques.

De manière intéressante, le POP se démarque clairement de la campagne socialiste. Avec son slogan « Halte à la vie chère. Pour une vraie politique sociale », il axe son discours contre la hausse des loyers et pour la construction de logements sociaux. Il dénonce également les privilèges fiscaux, les suppressions d'emplois, la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation des primes d'assurance maladie. Même s'il traite également de la question des transports publics en soulignant notamment leurs prix qu'il considère trop élevés, le cœur de son message, contrairement aux socialistes, porte sur des aspects sociaux et économiques et la dimension urbanistique est mise de côté¹². Cette différence de ton et cette relative nouveauté dans la manière dont les socialistes envisagent la campagne ne passe pas inaperçue aux yeux des commentateurs politiques de l'époque. En effet, dans la *Gazette de Lausanne* de tendance libérale, le journaliste Daniel Stanislas Miéville relève que « le parti socialiste vaudois entend se donner un label de gestionnaire. C'est ce que traduit son affiche qui, abandonnant le rouge, porte sur un fond vert et blanc : Communes vaudoises, confiance aux socialistes »¹³.

Malgré de nouvelles thématiques de campagne mises en avant et une posture se voulant plus respectable, le Parti socialiste lausannois ne réussit pas à faire élire plus de candidats au Conseil communal que lors des précédentes élections de 1977. Il parvient toutefois à maintenir ses 31 sièges. Néanmoins, il perd une place à la Municipalité où il ne possède plus que deux représentants, alors que les écologistes perdent également leur siège. Pour le POP cependant, c'est la débâcle : le parti perd cinq sièges et ne possède plus que huit conseillers communaux.

¹¹ *Ibid.*, p. 22.

¹² ACV, PP 225/562, Divers tracts produit par le POP, 1981.

¹³ MIÉVILLE Daniel Stanislas, « LE PS entend se donner une image de gestionnaire », *Gazette de Lausanne*, 24.09.1981, p. 3.

C'est le début d'une longue chute puisqu'aux élections suivantes, il n'atteint même pas le quorum de 5% des suffrages, nécessaires pour lui permettre de siéger au sein du parlement communal. Les deux autres listes de gauche présentées, soit celle dite « Autrement » et celle du Parti socialiste ouvrier (auparavant LMR), ne parviennent pas à atteindre le quorum. Avec un rapport de force qui bouge à droite, le Parti socialiste qui a transformé son orientation thématique, est la seule formation politique de gauche qui se maintient à flot. Il lui faudra cependant attendre encore deux législatures pour obtenir une majorité.

La campagne de 1989 : la nouvelle gauche urbaine triomphe à Lausanne

Comme le souligne Borraz (1992: 34-38), les années 1980 sont marquées à Lausanne par une véritable « crise politique » qui est avant tout le fait des écologistes du GPE et de différentes associations de préservation du cadre de vie et de défense de l'environnement : privés de représentants à la Municipalité, les écologistes font aboutir six référendums qui concernent principalement des projets urbanistiques au centre de la ville entre 1983 et 1989. Sur les six votations, le corps électoral se prononce par cinq fois en faveur des référendaires. Le Parti socialiste lausannois, même s'il regagne un troisième siège à la Municipalité en 1985 et participe, de fait, à l'élaboration des projets contestés dans les urnes, soutient parfois lui aussi les comités référendaires. Le cadre de vie et l'urbanisme constituent donc des enjeux centraux de la campagne de 1989. Dans ces conditions, sur quelles bases et sur quelles thématiques le Parti socialiste lausannois articule-t-il sa campagne électorale en 1989 ?

Les élections communales de 1989 marquent un changement dans les pratiques du Parti socialiste vaudois qui coordonne les campagnes socialistes dans les communes : celui-ci se dote d'une Commission électorale cantonale permanente qui tient sa première réunion en 1988, décide d'une stratégie électorale globale et fait appel à des experts externes en commanditant une étude d'image et d'analyse statistique qu'elle confie à un bureau et à un politologue de l'Université de Lausanne, René Knüsel. Les résultats de cette étude soulignent l'importance des personnalités et plus particulièrement celle de la municipale Yvette Jaggi en fonction depuis 1986 ; ils montrent également que la compétence du Parti socialiste en matière de politique sociale est reconnue au sein de la population mais que pour ce qui est de la politique environnementale, le parti devrait améliorer sa communication¹⁴. Ces considérations vont constituer le socle sur lequel va se construire la campagne du Parti socialiste lausannois. Si l'on analyse les tracts produits par le PSL, encore plus qu'en 1981, les thématiques de l'aménagement urbain et de la qualité de vie des habitants sont centrales : le parti promeut une amélioration et une extension des transports publics, la création de zones piétonnes, le réaménagement de plusieurs places publiques mais aussi la création de nouveaux logements, de centres médicaux-sociaux et des lieux de réunion, notamment pour les jeunes¹⁵. Par ailleurs, on peut lire dans une brochure produite pour soutenir les trois candidats à la Municipalité que

¹⁴ ACV, PP 225/566, Étude d'image et analyse statistique sur le Parti socialiste vaudois, réalisée par le bureau Critères sur mandat du PSV, février 1989, 12 p.

¹⁵ ACV, PP 225/569, Divers tracts thématiques produits par le Parti socialiste lausannois : « Des transports de plaisir », « Place aux piétons », « Viens chez moi, j'habite chez une copine », « La vie ne s'arrête pas à 60 ans » et « S'éclater à Lausanne », 1989.

l'on souhaite : « définir avec les milieux économiques et politiques de nouvelles formes de collaboration régionale »¹⁶, marquant cette volonté de la nouvelle gauche urbaine mise en évidence par Le Galès (1990) de s'affranchir des prises de décisions au niveau national et de s'investir de manière locale.

Un autre élément marquant de la campagne est la mise en avant et la forte médiatisation de la candidate socialiste à la syndiculture, Yvette Jaggi, qui s'inscrit plus généralement dans un processus de personnalisation des campagnes électorales (voir notamment à ce sujet Blondel et Thiebault 2010). Ainsi, coup sur coup, en octobre 1989, elle est notamment en couverture des magazines *L'illustré*¹⁷ puis *L'Hebdo*¹⁸, qui lui consacrent chacun des dossiers de plusieurs pages et une interview. De manière intéressante, Yvette Jaggi présente plusieurs caractéristiques précédemment identifiées que l'on retrouve parmi la plupart des élus de la nouvelle gauche urbaine qui siègent dans les exécutifs des plus grandes villes suisses entre 2000 et 2020. En effet, elle possède un titre universitaire, soit un doctorat en science politique obtenu en 1970. Elle est par la suite à la tête d'une importante association d'intérêt public, la Fédération romande des consommatrices entre 1973 et 1979, puis elle donne des cours à l'Université de Lausanne et à L'École polytechnique fédérale de Lausanne entre 1978 et 1985. Parallèlement à son activité professionnelle, elle siège en tant que conseillère nationale puis comme conseillère aux États à Berne entre 1980 et 1991, tout en siégeant également au Conseil communal lausannois à partir de 1982, avant de devenir municipale en 1986. A noter qu'elle sera également active dès 1990 au sein du comité de l'Union des villes suisses.

Les résultats de l'élection de 1989 sont sans appel : Le PSL avec 30 sièges obtenus au Conseil communal sort grand vainqueur et parviennent à obtenir une majorité parlementaire avec le GPE (11 sièges) et le POP (9 sièges). Les populistes retrouvent d'ailleurs le Conseil communal après leur revers des élections précédentes : pour ce faire, le parti de la gauche radicale réoriente son discours. En effet, si comme en 1981 le POP insiste sur la création de logements sociaux et la baisse des loyers, dans un programme qu'il élabore en dix points, il met également en avant le nécessité d'aménager des espaces urbains, de renforcer les transports publics ou de lutter contre la pollution¹⁹. En plus de la victoire au Conseil communal, les trois candidats présentés par le Parti socialiste lausannois à la Municipalité sont élus aux côtés de l'écologiste Daniel Brélaz, une autre figure marquante de la nouvelle gauche urbaine. Alors qu'Yvette Jaggi remporte la syndiculture, Lausanne devient la première ville suisse où la nouvelle gauche urbaine gagne une majorité au législatif et à l'exécutif. Pour triompher, le PSL a professionnalisé sa campagne en faisant notamment appel à des experts et à un bureau d'analyse d'image et, dans la continuité de ses choix effectués en 1981, il a axé son discours sur des thématiques urbanistiques et sur la qualité de vie des habitants, soit des problématiques phares de la nouvelle gauche urbaine.

¹⁶ ACV, PP 225/569, Brochure « Vous avez du talent, travaillons en équipe. Parti socialiste à la Municipalité », produite par le Parti socialiste lausannois, 1989, 8 p.

¹⁷ MAILLARD Alain, « Tout pour le pouvoir », *L'illustré*, 11.10.1989, pp. 10-12.

¹⁸ BARRAUD Philippe et PÉCLET Jean-Claude, « Yvette Jaggi, phénomène politique », *L'Hebdo*, 12.10.1989, pp. 12-16.

¹⁹ JAULT Yves, « POP et progressistes aux élections. "Sortir enfin de l'exil" », *24 heures*, 07.09.1989, p. 22.

Conclusion

Émanation du mouvement ouvrier, les principaux partis de gauche connaissent de profondes transformations durant la seconde moitié du XX^e siècle. Alors que l'électorat traditionnel ouvrier des villes décline à la suite des évolutions qui surviennent dans la structure de l'emploi qui se tertiarise, nous avons vu que l'émergence de plusieurs nouveaux mouvements sociaux, portés par la jeunesse étudiante entre la fin des années 1960 et le début des années 1980, modifie le profil socio-professionnel des élus ainsi que les thématiques mises en avant lors des campagnes électorales. Ceci permet à une nouvelle gauche urbaine de reprendre le contrôle des plus grandes villes suisses durant les années 1990. Ainsi, concernant le profil des élus, nous avons constaté que le niveau de formation augmente et que plus d'un élu sur deux est désormais en possession d'un titre universitaire, une proportion supérieure à celle des élus de droite depuis 2000. De plus, si les employés du secteur public sont la principale catégorie professionnelle présente sur l'ensemble de la période traitée, nous avons observé qu'en son sein, la part d'élus exerçant un métier au statut social élevé, à l'image des hauts fonctionnaires de l'administration publique ou des chercheurs académiques, devient très importante en 2020. Ces phénomènes sont par ailleurs plus particulièrement marqués au sein des organes exécutifs dans lesquels nous avons pu observer la constitution d'une « super-élite » de gauche. Ces représentants d'une nouvelle gauche urbaine, pour accéder au pouvoir, adoptent un discours qui met en avant des thématiques qui concernent directement la ville, son aménagement urbanistique et la qualité de vie de ses habitants, bien illustré par les deux campagnes électorales menées par le Parti socialiste au sein de la ville de Lausanne, l'une en 1981 et l'autre en 1989.

Si les deux campagnes électorales lausannoises constituent un cas d'étude concluant, il aurait été intéressant d'analyser également les campagnes victorieuses qui ont lieu à Bâle, Genève et Zurich durant les années 1990, afin d'observer si l'action des élus de gauche est la même ou si l'on peut, au contraire, mettre en lumière des spécificités propres à chaque ville. Par ailleurs, afin de mieux cerner les transformations du profil socio-professionnel des élus, il aurait été pertinent de tester un autre indicateur, soit l'âge, pour voir si les effectifs des nouveaux élus connaissent un rajeunissement consécutif à l'arrivée en politique des protagonistes des nouveaux mouvements sociaux des années 1960, 1970 et 1980. Enfin, dans le but de saisir de manière plus complète le lien entre les nouveaux mouvements sociaux et les élus de la nouvelle gauche urbaine, nous aurions pu revenir sur certains parcours de personnes ayant participé aux événements de Mai 68 ou de Lôzane bouge par exemple, avant qu'ils n'occupent des mandats au sein d'un organe exécutif ou législatif. Toutefois, malgré ces limites, nous sommes en mesure d'affirmer que les victoires de la gauche dans les plus grandes villes suisses durant les années 1990, marquent l'avènement d'une nouvelle élite de gauche.

Bibliographie

Sources

Archives cantonales vaudoises

PP 225 Partis socialiste vaudois :

- PP 225/562 Élections communales 25 octobre 1981
- PP 225/566 Élections communales de 1989
- PP 225/569 Élections communales de 1989 : résultats et analyses

Presse

24 heures, 1989

Gazette de Lausanne, 1981

L'Hebdo, 1989

L'illustré, 1989

Base de données

Base de données des élites suisses

Littérature secondaire

ANTONIAZZA Baptiste, MACH André et STREBEL Michael (2021), « From Counter-Elite to Hegemon: The Access to Power of Left-Wing Politicians in the Three Major Swiss Cities in a Long-Term Perspective », *Paper presented at ECPR Joint Sessions of Workshops*.

BEAUSIRE Guillaume (2018), *Les Juristes progressistes vaudois (1968-2017). De l'avant-garde à la contre-expertise : dynamique d'un processus d'intégration politico-juridique*, Mémoire de maîtrise, Lausanne : Université de Lausanne.

BENEDETTO Giacomo, HIX Simon et MASTROROCOCO Nicola (2020), « The rise and fall of social democracy, 1918-2017 », *American Political Science Review*, n° 114(3), pp. 928-939.

BEST Heinrich et COTTA Maurizio (2000), « Elite Transformation and Modes of Representation since the Mid-Nineteenth Century: Some Theoretical Considerations », in BEST Heinrich et COTTA Maurizio (dir.), *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford : Oxford University Press, pp. 1-28.

BLONDEL Jean et THIEBAULT Jean-Louis (dir.) (2010), *Political Leadership, Parties and Citizens. The personalisation of leadership*, Londres : Routledge

BORRAZ Olivier (1992), « Intégration et régulation : la crise politique à Lausanne », *Sociologie du Travail*, n° 92(1), pp. 23-45.

CHIESA Marco (2021), « Défendre la liberté de la Suisse contre les villes roses-vertes », url : <https://www.udc.ch/actualites/articles/exposes/defendre-la-liberte-de-la-suisse-contre-les-villes-roses-vertes/>, consulté le 12.01.2022.

COTTA Maurizio et BEST Heinrich (2000), « Between Professionalization and Democratization: A Synoptic View on the Making of the European Representative », in BEST Heinrich et COTTA Maurizio (dir.), *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*, Oxford : Oxford University Press, pp. 493-526.

DI CAPUA Roberto (2020), *Un système « de milice » sélectif. Recrutement et profil socio-politique des élus communaux de Zurich, Lausanne, Lucerne et Lugano (1945-2016)*, Thèse de doctorat, Lausanne : Université de Lausanne.

DI CAPUA Roberto, PILOTTI Andrea, MACH André et LASSEB Karim (2020), « Political professionalization and transformations of political career patterns in multi-level states: The case of Switzerland », *Regional and Federal Studies*, publié en ligne.

DOGLIANI Patrizia (2002), « European municipalism in the first half of the twentieth century: The socialist network », *Contemporary European History*, n° 11(4), pp. 573-596.

GAXIE Daniel et GODMER Laurent (2007), « Cultural Capital and Political Selection: Educational Backgrounds of Parliamentarians », in COTTA Maurizio et BEST Heinrich (dir.), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford : Oxford University Press, pp. 106-135.

GIUGNI Marco et KRIESI Hanspeter (1990), « Nouveaux mouvements sociaux dans les années '80 : évolution et perspectives », *Annuaire suisse de science politique*, n° 30, pp. 79-100.

GIUGNI Marco et PASSY Florence (1997), *Histoires de mobilisation politique en Suisse. De la contestation à l'intégration*, Paris : L'Harmattan.

GRUNER Erich (1970), *Die schweizerische Bundesversammlung / L'assemblée fédérale suisse 1920-1968*, Berne : Francke.

ILONZKI Gabriella (2007), « Socialist and Communist Members of Parliament: Distinctiveness, Convergence, and Variance », in COTTA Maurizio et BEST Heinrich (dir.), *Democratic Representation in Europe. Diversity, Change, and Convergence*, Oxford : Oxford University Press, pp. 284-315.

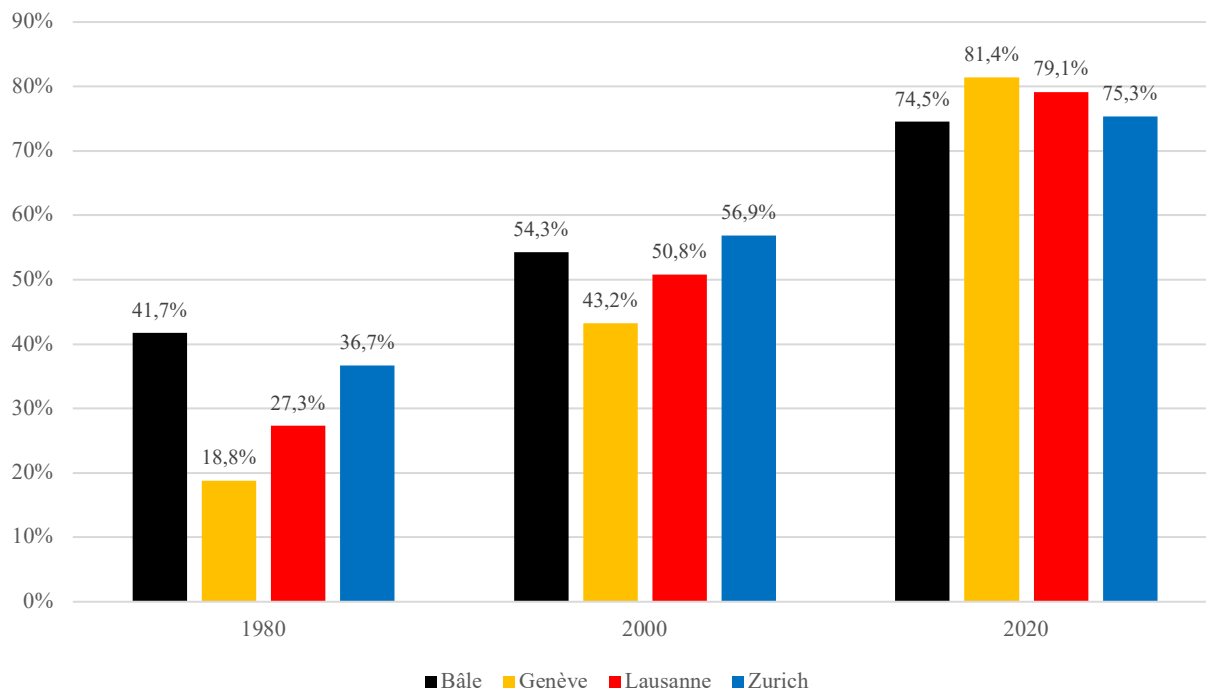
LADNER Andreas, KEUFFER Nicolas, BALDERSHEIM Harald, HLEPAS Nikos, SWIANIEWICZ Pawel, STEYVERS Kristof et NAVARRO Carmen (2019), *Patterns of Local Autonomy in Europe*, Cham : Palgrave Macmillan.

- LASSEB Karim (2022), *Rémunération et professionnalisation. Transformations des élus des exécutifs urbains en Suisse (1945-2018)*, Thèse de doctorat, Lausanne : Université de Lausanne.
- LASSEB Karim et PILOTTI Andrea (2019), « Les fonctions électives en Suisse et leur rémunération », in PILOTTI Andrea et MAZZOLENI Oscar (dir.), *Le système de milice et la professionnalisation politique en Suisse*, Neuchâtel : Alphil, pp. 21-52.
- LE GALÈS Patrick (1990), « Crise urbaine et développement économique local en Grande-Bretagne : l'apport de la nouvelle gauche urbaine », *Revue française de science politique*, n° 40(5), pp. 714-735.
- MACH André et WIDMER Frédéric (2004), « “Davantage se politiser et devenir un facteur de pouvoir”. Les rapports changeants du syndicat FTMH au politique (1970-2004) », in *Voies multiples, but unique. Regard sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne : Payot.
- MATHIEU Lilian, (2007), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, pp. 131-151
- MAZZOLENI Oscar, MACH André et PILOTTI Andrea (2010), « Entre professionnalisation et proximité. L'évolution du profil des candidats et des élus socialistes depuis les années 1950 », in NICOLET Sarah et SCIARINI Pascal (dir.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg : Georg, pp. 331-360.
- MENÉTREY Anne-Catherine (1982), *La vie... vite. Lausanne bouge 1980-1981 : une chronique*, Lausanne : Éditions d'en bas.
- OESCH Daniel (2006), *Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Londres : Palgrave Macmillan.
- OESCH Daniel et RENNWALD Line (2010), « La disparition du vote ouvrier ? Le vote de classe et les partis de gauche en Suisse », in NICOLET Sarah et SCIARINI Pascal (dir.), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg : Georg, pp. 219-256.
- PAVILLON Olivier (2005), « La nouvelle gauche en Suisse romande, des années 60 au milieu des années 80 : un essai de mise en perspective », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 7-30.
- PEREIRA Nuno et SCHÄR Renate (2012), « Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique », *Le Mouvement Social*, n° 239, pp. 9-23.
- PILOTTI Andrea (2017), *Entre démocratisation et professionnalisation : le Parlement suisse et ses membres de 1910 à 2016*, Zurich : Seismo.
- PILOTTI Andrea, ANTONIAZZA Baptiste, DI CAPUA Roberto et LASSEB Karim (2020), « From class representativeness to class gap: The social transformation of the left political elite in Switzerland (1910–2016) », *Paper presented at ECPR Joint Sessions of Workshops*.
- PILOTTI Andrea et MAZZOLENI Oscar (dir.) (2019), *Le système de milice et la professionnalisation politique en Suisse*, Neuchâtel : Alphil.

- PINSON Gilles (2020), « Quelle gauche urbaine ? », *L'Économie politique*, n° 85(1), pp. 102-112.
- RENNWALD Line (2015), *Partis socialistes et classe ouvrière. Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008)*, Neuchâtel : Alphil.
- RIEGER Andreas (2014), « Paysage syndical modifié en profondeur », in UNIA (dir.), *Une nouvelle dynamique syndicale. Dix ans d'Unia*, RUBIN Anne (trad.), Zurich : Rotpunktverlag, pp. 11-23.
- SAUDAN Guy (1984), *Aspects de la vie politique à Lausanne II. Élections 1882-1982*, MEYLAN Jean (dir.), Lausanne : Office d'études socio-économiques et statistiques.
- SAWICKI Frédéric (1997), *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.
- SAWICKI Frédéric (1999), « Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique », in OFFERLÉ Michel (dir.), *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris : Belin, pp. 135-170.
- SEITZ Werner (2009), « Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse », in BAER Matthias et SEITZ Werner (dir.), *Les Verts en Suisse. Leur politique. Leur histoire. Leur base*, Zurich : Rüegger, pp. 19-41.
- SKENDEROVIC Damir et SPÄTI Christina (2012), *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, GAILLARD Ursula (trad.), Lausanne : Antipodes.
- WALTER François (2018), « Ville. XIX^e et XX^e siècles », in *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, url : <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/007875/2018-02-01/>, consulté le 15.01.2022.
- WIDMER Frédéric (2007), « Stratégies syndicales et renouvellement des élites : le syndicat FTMH face à la crise des années 1990 », *Swiss Political Science Review*, n° 13(3), pp. 395-431.

Annexes

Graphique A1. Proportion des élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich en possession d'un diplôme universitaire (1980-2020), en %



N Total : 1980=195, 2000=244, 2020=236.

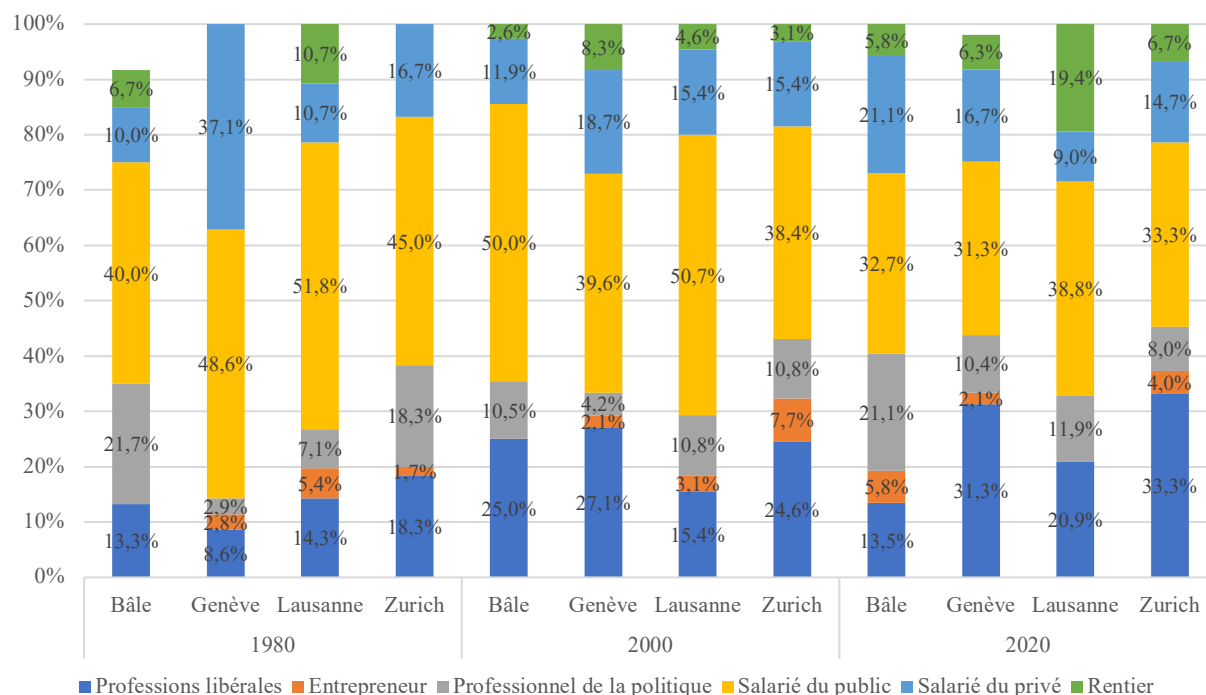
N Bâle : 1980=48, 2000=70, 2020=51.

N Genève : 1980=32, 2000=44, 2020=43.

N Lausanne : 1980=55, 2000=65, 2020=67.

N Zurich : 1980=60, 2000=65, 2020=75.

Graphique A2. Évolution des catégories professionnelles exercées par les élus des partis de gauche des organes exécutifs et législatifs de Bâle, Genève, Lausanne et Zurich entre 1980 et 2020, en %



N Total : 1980=206, 2000=254, 2020=241.

N Bâle : 1980=55, 2000=76, 2020=52.

N Genève : 1980=35, 2000=48, 2020=47.

N Lausanne : 1980=56, 2000=65, 2020=67.

N Zurich : 1980=60, 2000=65, 2020=75.

Note. Les pourcentages manquants à 100% représentent les données manquantes.

Graphique A3. Évolution de la force des principaux partis politiques au sein du Conseil communal lausannois entre 1950 et 1994, en %

